La lettre d'AFRISTAT

Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

ISSN 1561-3739

NUMERO 11

JANVIER 2000

SOMMAIRE

Editorial

Quels enseignements après l'atelier FAO/AFRISTAT de Bamako ? 2

Les systèmes d'information statistique en Afrique francophone 3

Nouvelles d'AFRISTAT 4

Activités de la Direction Générale 5

Activités internationales 6

Echos des INS 8

Réunions et séminaires 8

ADRESSE
BP E 1600
Bamako Mali
Tél. (223) 21 55 00
21 55 80
Fax (223) 21 11 40
E-mail :
afristat@malinet.ml
afristat@spider.toolnet.org

EDITORIAL

Le 1er janvier 2000, le monde entier célèbre en même temps le début du vingt-et-unième siècle et celui du troisième millénaire avec beaucoup d'espoir, un peu d'appréhension et ... un an d'avance sur le Petit Larousse qui nous enseigne que " le vingtième siècle se termine le 31 décembre 2000 ".

Pour sa part, plus modestement mais avec autant d'espoir, l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne entame sa cinquième année de fonctionnement avec un calendrier très chargé.

En effet, l'année qui commence verra l'achèvement de la première phase des travaux de normalisation avec, d'une part la mise au point définitive des nomenclatures d'activités et de produits et leur adoption par le Conseil des Ministres d'AFRISTAT et d'autre part la publication du manuel d'élaboration des comptes nationaux qui servira, dans ce domaine, de référence conceptuelle et méthodologique commune aux seize Etats membres. Dans le prolongement de ces travaux, AFRISTAT poursuivra la lourde tâche d'aider les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à rénover leurs comptes nationaux grâce à l'implantation du module ERETES, outil informatique mis au point conjointement par la France et l'Union européenne.

Dans le domaine des prix, la deuxième phase du Projet d'harmonisation des indices des prix à la consommation des Etats membres de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) se poursuivra activement et le financement des enquêtes sur les dépenses des ménages sera, nous l'espérons vivement, bouclé.

Concernant le renforcement des capacités institutionnelles, le Programme statistique minimum commun (PROSMIC), élargi à l'agriculture et au suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté, sera entièrement élaboré et soumis pour adoption au Conseil des Ministres au cours du deuxième semestre. Il constituera alors le cadre de référence pour le développement de la statistique dans les Etats membres au cours des cinq prochaines années.

Au cours de l'année, d'autres chantiers seront ouverts dans les domaines de la modélisation et de la prévision économique, des études sur la pauvreté, des systèmes d'information sur les activités informelles et l'emploi et des statistiques d'entreprises.

Quant à *La Lettre d'AFRISTAT*, elle paraîtra désormais tous les trimestres et continuera d'améliorer sa présentation et son contenu. Elle contribuera, avec le site Internet qui sera accessible à tous les utilisateurs au cours du mois de janvier, à une meilleure information sur les activités d'AFRISTAT et les systèmes statistiques nationaux.

Je voudrais, pour terminer, remercier une fois encore les partenaires au développement, notamment la France et l'Union européenne et souhaiter à tous nos lecteurs et lectrices une bonne et heureuse année.

Lamine DIOP
Directeur Général d'AFRISTAT

Quels enseignements après l'atelier FAO/AFRISTAT tenu du 12 au 16 avril 1999 à Bamako ?

Dans notre n° 9 de mai dernier, nous vous informions de la tenue à Bamako d'un atelier organisé conjointement par la FAO et AFRISTAT sur la formation à l'élaboration et à l'utilisation des comptes disponibilités/utilisations des produits agricoles et alimentaires, et des bilans alimentaires. Aujourd'hui, nous vous livrons quelques enseignements tirés de cette rencontre.

Sur le plan institutionnel, l'organisation de cet atelier a marqué le début d'une collaboration entre AFRISTAT et la Division de la statistique de la FAO pour le développement des statistiques agricoles en Afrique. L'organisation de cet atelier, qui survient après la mission effectuée à Rome en mai 1998 par M. Lamine Diop, augure de bonnes perspectives en matière de coopération entre les deux institutions, coopération dont l'axe central est la formation continue des statisticiens agricoles.

En outre, jusqu'alors tourné vers les instituts nationaux de statistique, AFRISTAT a saisi l'opportunité offerte par la tenue de cet atelier pour démarrer des activités en faveur d'autres administrations. En effet, l'atelier a regroupé des statisticiens agricoles travaillant dans les ministères de l'agriculture de vingt deux Etats africains. L'occasion a été donnée à ces statisticiens d'une part de découvrir AFRISTAT, ses objectifs et ses activités et d'autre part, de présenter leurs travaux en matière de statistiques agropastorales et d'échanger des expériences professionnelles.

Au plan technique, le programme de travail a été conçu pour traiter avec les participants l'ensemble des problèmes relatifs à l'élaboration et à l'utilisation des bilans disponibilités/utilisations des produits agricoles et alimentaires (bilans de produits) et des bilans alimentaires.

Un système de bilans de produits équilibre, pour chaque produit, à l'aide d'une équation, les disponibilités et les utilisations pour une période de référence donnée. Il explore tous les postes de la filière des disponibilités depuis la production, les importations et les stocks jusqu'aux différentes formes d'utilisation : exportations, alimentation des animaux, semences, transformation en produits alimentaires ou non alimentaires, déchets, aliments disponibles pour la consommation humaine. A ce titre, l'élaboration des bilans des produits nécessite l'utilisation de plusieurs sources d'information notamment les données d'enquête, les statistiques du commerce extérieur, les statistiques industrielles, etc.

En regroupant l'ensemble des statistiques agricoles et alimentaires d'un pays dans un seul cadre, on constitue un outil d'intégration et de mise en cohérence des statistiques agricoles et alimentaires en permettant de vérifier la vraisemblance des données. La comparabilité des bilans et cette nécessaire cohérence entre les données issues des diverses sources utilisées pour leur élaboration appellent le respect des concepts, définitions, classifications et méthodes adoptés au niveau international et relatifs aux statistiques des produits végétaux et de l'élevage. Comme il est de coutume lors de telles rencontres, l'attention a été attirée sur les spécificités du contexte africain.

L'exposé des problèmes rencontrés par la FAO pour la compilation des bilans des pays a permis aux participants de se rendre compte des difficultés inhérentes à cette activité, notamment le recours aux estimations pour les données manquantes. Les débats qui ont suivi ont sensibilisé une fois de plus les experts des pays à l'importance de la diffusion de l'information agricole et de sa transmission rapide à la FAO.

Cet atelier a été aussi l'occasion de mettre le doigt sur un ensemble de problèmes techniques qui interpellent les statisticiens agricoles africains. Sans être exhaustif, on peut dire que ces questions sont d'une manière générale d'ordre méthodologique : méthodes de collecte des données sur les productions de la pêche et de la chasse, sur l'élevage transhumant et sur les productions agricoles tant vivrières que d'exportation, estimation des stocks et des flux transfrontaliers, absence ou vétusté des paramètres zootechniques, élaboration de coefficients de transformation artisanale des produits spécifiques à chaque pays.

Les Etats africains, la FAO et AFRISTAT ont été invités à trouver des solutions à ces problèmes.

Ouverture de l'atelier FAO/AFRISTAT le 12 avril 1999 par M. Modibo Traoré, Ministre du développement rural et de l'eau du Mali (3ème à partir de la gauche).

Les systèmes d'information statistique en Afrique francophone à l'ordre du jour du Colloque d'Abidjan

La statistique africaine se caractérise par une double réalité. Premièrement, il y a trop d'informations dans la mesure où celles qui existent sont très peu analysées. En effet qu'elles soient issues d'enquêtes ou de sources administratives, les publications sont sommaires, elles vont rarement jusqu'à la recherche des causes des phénomènes qui devraient éclairer le décideur pour lui permettre de prendre la bonne décision. On peut d'ailleurs ajouter que les sources administratives sont largement sous-exploitées, à cause notamment de l'absence de collaboration entre les différentes administrations. Deuxièmement, il y a très peu d'informations car au moment où l'on a besoin de mettre en place une politique précise, une information fraîche est rarement disponible. Quantité de rapports annuels (rapports économiques, rapports sur le développement humain, etc.) sont ainsi produits avec des statistiques "réchauffées" quelquefois dans un contexte économique et social sujet à des transformations et à des mutations structurelles profondes.

Et pourtant, la demande pour une information statistique rapide, fiable et à jour est pressante. Elle est pressante d'abord à cause des nouveaux enjeux du développement à travers les programmes d'ajustement structurels qui sont des programmes de court et de moyen termes, et qui demandent donc une appréciation dans des délais plus courts que ne l'exigeaient les plans de développement. Elle est pressante ensuite à cause des exigences de la démocratie qui impliquent qu'un plus grand nombre d'acteurs, notamment ceux de la société civile, aient accès à l'information au même titre que les gouvernements. Elle est pressante enfin parce qu'au niveau international, la bonne gouvernance exige de la transparence dans la gestion et des outils comme le Système général de diffusion des données du FMI vont dans ce sens.

Forts de ces constats, l'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan et l'Institut de recherche pour le développement (IRD, ex-ORSTOM) ont pris l'initiative commune d'organiser du 27 au 30 avril 1999 à Abidjan un colloque francophone sur les enquêtes et les systèmes d'information. Ce colloque a été organisé en collaboration avec AFRISTAT, la Société française de statistique (SFdS) et l'Association internationale des statisticiens d'enquête (AISE). L'objectif principal du colloque était de réfléchir sur la manière dont le concept de système d'information influence les méthodologies et autres outils mis en œuvre dans les enquêtes des pays en développement dans un contexte où les techniques dans le domaine de la statistique et les disciplines connexes évoluent avec l'apport de nouvelles technologies. Cette réflexion était soutenue par la diversité des participants au colloque : universitaires, chercheurs, praticiens d'horizons divers aussi bien au regard de leurs domaines de compétence (économie, démographie, éducation, santé, finances, marketing, etc.) que sur le plan géographique (Afrique subsaharienne, Afrique du Nord, Europe, Amérique latine).

Quatre axes de réflexion étaient soumis aux participants à ce colloque.

Le premier axe avait pour thème "*Développements récents des systèmes d'information*". Il s'agissait d'avoir une vision d'ensemble qui intègre l'articulation entre toutes les sources de données ; ce qui montre qu'il faut aller au-delà du processus d'enquête. Plus particulièrement dans le domaine des enquêtes, il est nécessaire d'approfondir les réflexions sur les méthodologies afin de produire des informations de qualité.

Le deuxième axe était articulé autour du thème "*Evolution des pratiques et des modes de collecte*". La réflexion a tourné premièrement, autour de la fragilité de l'information statistique lorsque les concepts et les méthodes utilisés ne sont pas adaptés ou alors sont mal maîtrisés et deuxièmement, autour de la mise en œuvre d'outils spécifiques pour résoudre des problèmes précis. Pour illustrer ce dernier point, l'expérience des sept enquêtes sur les dépenses des ménages dans les capitales des pays de l'UEMOA a été présentée ainsi que le dispositif d'information sur les prix qui en a résulté et qui a conduit à la mise en place d'un indice harmonisé des prix à la consommation pour ces pays. Dans la continuité de l'axe précédent, les notions de mobilisation de l'information et d'intégration des enquêtes dans les systèmes d'information existants ont fait l'objet de débats.

Le troisième axe, "*Nouveaux développements pour le traitement et la diffusion de l'information*", a mis l'accent sur les développements récents en matière de techniques de sondage, sur l'utilisation de nouvelles technologies de traitement, de diffusion et de stockage des données et sur la nécessité de la maîtrise de l'ensemble de la démarche allant de la production des données de qualité pour des besoins bien identifiés jusqu'à l'analyse, la diffusion et la valorisation de l'information à partir de publications appropriées et bien diffusées ; ce dernier exemple a été présenté à travers le projet MADIO de Madagascar.

Le dernier axe portait sur la statistique en entreprise. Les communications présentées à ce sujet ont couvert un vaste champ d'activités statistiques en entreprise : la mesure d'audience, l'organisation et le traitement des grandes bases de données à travers le data mining, la diffusion des données financières en temps réel, les méthodes statistiques du marketing, la modélisation spatiale du trafic téléphonique. Même si les expériences exposées ne concernaient pas spécifiquement les pays en développement, il est sûr qu'il y a lieu de s'en inspirer sur le plan méthodologique tout en sachant procéder aux adaptations nécessaires.

Le colloque d'Abidjan a mis en exergue la nécessité de produire une information de qualité. Cette production passe par plusieurs étapes : (i) maîtriser les normes internationales avant de les adapter au contexte spécifique des pays africains pour rester cohérent dans le temps et l'espace ; (ii) être à l'écoute de la communauté scientifique internationale pour intégrer les techniques les plus récentes dans les travaux ; (iii) utiliser pleinement les capacités qu'offrent les nouvelles technologies pour partager les informations, organiser les bases de données et diffuser largement les produits.

Le colloque a également souligné la nécessité de voir au-delà des enquêtes et de savoir utiliser les autres sources d'information, ce qui passe par une meilleure collaboration entre diverses administrations.

☛ Bienvenue à AFRISTAT à M. Pierre Couaillac

M. Pierre Couaillac, assistant technique de la Coopération française, a rejoint l'équipe d'AFRISTAT à la mi-septembre 1999 en qualité d'expert en statistiques d'entreprises.

☛ Le Conseil scientifique s'est réuni du 4 au 6 octobre à Bamako ...

Le Conseil scientifique d'AFRISTAT a tenu sa 4ème session en octobre 1999 à Bamako. Au cours de cette réunion, il a examiné le rapport d'activités de l'Observatoire au cours des douze derniers mois et son programme de travail de l'an 2000. Le Conseil a aussi porté son attention sur les grands travaux d'harmonisation en cours notamment les nomenclatures d'activités et de produits et les méthodes d'élaboration des comptes nationaux dans les Etats membres.

Le Conseil a reconduit M. Jean-Louis Bodin, Inspecteur Général de l'INSEE, au poste de président pour les deux prochaines années.

Enfin, M. Mamadou Cissoko, statisticien économiste, de nationalité mauritanienne, a été nommé membre du Conseil scientifique, en tant que deuxième représentant des utilisateurs des travaux d'AFRISTAT.

☛ Et le Comité de direction du 11 au 13 octobre

A la suite de la réunion du Conseil scientifique, le Comité de direction a tenu ses assises les 11, 12 et 13 octobre 1999 à Bamako. Ouverts par Mme Zouré Fadimata Maiga, Chef de cabinet du Ministre de l'économie, du plan et de l'intégration du Mali, les travaux de cette 5ème réunion étaient conduits par Mme Sidibé Fatoumata Dicko, président en exercice du Comité de direction. Les seize Etats membres d'AFRISTAT étaient représentés.

Au cours de cette session, le Comité de direction a approuvé le rapport d'activités d'AFRISTAT des douze derniers mois, et adopté le programme de travail et le budget pour l'an 2000.

Par ailleurs, le Comité de direction s'est aussi penché sur d'autres questions importantes relatives au développement de l'activité statistique dans les pays membres.

C'est ainsi que le Comité de direction a souhaité que les travaux d'harmonisation déjà engagés, à savoir les nomenclatures d'activités et de produits, et la rédaction d'un guide d'élaboration des comptes nationaux pour les Etats membres, soient finalisés avant octobre 2000.

Sur un autre plan, les travaux méthodologiques sur la comptabilité nationale actuellement conduits par AFRISTAT et la rénovation des comptes qui en découle, entraîneront certainement des modifications sensibles dans la série des comptes nationaux des Etats. Le Comité a demandé à la Direction Générale d'informer les institutions de Bretton Woods des travaux en cours et de les sensibiliser aux conséquences que les nouvelles estimations des agrégats macroéconomiques pourraient avoir sur l'appréciation des politiques économiques des Etats membres.

Concernant le Programme statistique minimum commun (PROSMIC), le Comité a demandé à la Direction Générale de finaliser la rédaction du programme sous la forme d'un document-cadre intégrant les volets "statistiques agricoles" et "suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté" et de soumettre ce programme pour adoption au Conseil des Ministres d'AFRISTAT. Ce document sera examiné lors d'une réunion extraordinaire du Comité au cours du deuxième trimestre 2000.

Quel AFRISTAT après 2005 ? A la création d'AFRISTAT en 1993, il avait été mis en place un fonds de capitalisation qui finance les activités courantes de l'institution. Ce fonds sera épuisé en 2005. Au cours de cette session, le Comité de direction a engagé des réflexions sur l'avenir d'AFRISTAT. C'est ainsi qu'il a été décidé de mettre en place un comité de pilotage chargé de conduire une étude sur les missions, l'organisation et le mode de financement d'AFRISTAT après 2005 ainsi que sur ses relations avec les organisations sous-régionales, régionales et internationales.

Le Comité a désigné le Cameroun et le Mali en tant que représentants des Etats membres au sein du Comité de pilotage qui comprendra d'autres personnalités désignées par le Conseil des Ministres.

☛ La Direction Générale a eu l'honneur d'accueillir...

Le 4 novembre 1999, M. Alain Lery, Directeur du Centre français sur la population et le développement (CEPED) et M. Philippe Antoine, de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), à l'occasion de la tenue à Bamako, du 1er au 5 novembre, de la Conférence régionale sur les migrations et l'urbanisation en Afrique de l'Ouest, organisée par l'Institut du Sahel.

M. Pierre Berthelier, assistant technique de la Coopération française en poste à la SADC à Gaborone (Botswana), du 22 au 25 novembre 1999. M. Berthelier effectuait une mission d'information et de travail auprès de la Direction Générale d'AFRISTAT.

Activités de la Direction Générale

Dans le domaine des nomenclatures et de la comptabilité nationale

☛ Groupe de travail sur les nomenclatures

La troisième réunion du groupe de travail conjoint sur les nomenclatures s'est tenue du 8 au 12 novembre 1999 à Bamako (cf. *La lettre d'AFRISTAT* numéros 7 et 8). Lors de cette réunion, les projets de nomenclatures d'activités et de produits ainsi que les projets de notes explicatives ont été finalisés. Les participants ont également discuté de la forme à donner aux documents devant être diffusés dans les Etats. Trois types de documents sont envisagés : un texte juridique, un ouvrage de référence destiné aux utilisateurs et des outils de gestion sur support informatique. Une dernière réunion du groupe de travail conjoint est prévue en mars 2000 pour examiner les projets de documents ainsi que les textes juridiques qui seront soumis au Conseil des Ministres d'AFRISTAT.

☛ Rénovation des comptes nationaux et implantation du module ERETES au Mali

Depuis 1998, la Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI) du Mali a décidé de recourir au module ERETES pour l'élaboration des comptes nationaux. Depuis lors, quatre missions d'AFRISTAT se sont rendues dans cette administration. La première a eu lieu en décembre 1998 et la dernière en date s'est déroulée en septembre 1999. Ces missions des comptables nationaux et informaticiens d'AFRISTAT ont permis de fixer l'année de base de la nouvelle série des comptes à 1997, de finaliser les nomenclatures nécessaires pour le paramétrage de la base, d'identifier les traitements à appliquer aux sources avant le chargement dans la base de données du module ERETES. Les sources des données ont déjà été traitées et l'équipe des comptables nationaux de la DNSI engagera bientôt les travaux de pré-arbitrage. La DNSI accuse du retard par rapport à son calendrier, retard essentiellement dû aux difficultés rencontrées dans la collecte de certaines données statistiques.

☛ Implantation du module ERETES en Mauritanie

Après une première mission d'identification réalisée en octobre 1999 à Nouakchott, les termes de la collaboration entre l'ONS, le Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France à Nouakchott (qui finance l'opération) et AFRISTAT ont été finalisés. L'implantation physique du module a été menée à bien et les premiers travaux de comptabilité nationale ont débuté lors d'une mission menée au mois de décembre 1999.

Dans le domaine des prix à la consommation

☛ Activités du Projet d'harmonisation des indices des prix à la consommation des Etats membres de la CEMAC

Le premier séminaire de la composante Prix du Projet d'harmonisation des indices des prix à la consommation des Etats de la CEMAC s'est tenu du 10 au 13 novembre dans les locaux du Secrétariat exécutif de la CEMAC à Bangui. Organisée par la CEMAC et AFRISTAT, cette rencontre était financée par la Coopération française. Les instituts nationaux de statistique des six Etats de la sous-région étaient représentés ainsi que la Banque des Etats de l'Afrique centrale et le Secrétariat exécutif de la CEMAC. Les travaux, qui portaient d'une part sur l'examen détaillé de la méthodologie de l'indice harmonisé et d'autre part sur la programmation de la mise en place de l'indice harmonisé, étaient animés par AFRISTAT.

Les activités de collecte des prix dans les six pays devraient démarrer en janvier 2000 afin de retenir l'année 2000 comme période de base du nouvel indice.

Par ailleurs, le Secrétariat exécutif et les gouvernements des Etats concernés poursuivent les démarches auprès des bailleurs de fonds pour rechercher le financement de l'ensemble de ce projet.

☛ Indice harmonisé des prix à la consommation des pays de l'UEMOA

Sur financement de la Coopération française, AFRISTAT a organisé du 22 au 26 novembre 1999 à Bamako, un séminaire de formation aux techniques d'analyse de l'évolution des indices des prix. Les instituts nationaux de statistique de sept Etats membres de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo) étaient représentés ainsi que la BCEAO et la Commission de l'UEMOA. L'encadrement était assuré par un expert d'AFRISTAT et un expert de la Coopération française.

PROSMIC

Lors de sa 5ème session, le Comité de direction d'AFRISTAT avait demandé à la Direction Générale d'adjoindre au Programme statistique minimum commun (PROSMIC) deux autres volets l'un sur les statistiques agricoles et l'autre sur le suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté. Conformément à cette décision, la Direction Générale a entrepris de collecter, auprès des administrations nationales et des partenaires concernés, les informations nécessaires à la rédaction de ces deux volets qui viendront compléter ceux déjà retenus, à savoir la coordination statistique, la comptabilité nationale, la conjoncture économique et sociale, la diffusion et les statistiques de l'éducation et de la santé. Le PROSMIC devant être adopté par le Conseil des Ministres au cours du dernier trimestre 2000, une version provisoire de ces volets complémentaires sera examinée par le Comité de direction en avril/mai 2000 avant la rédaction de la version définitive qui interviendra en juin.

Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

En Mauritanie

A la demande du Ministère du développement rural et de l'environnement de la Mauritanie, deux experts d'AFRISTAT se sont rendus à Nouakchott du 29 novembre au 6 décembre 1999. La mission avait pour objets d'évaluer le dispositif de l'enquête agricole et d'apporter un appui pour l'identification des actions prioritaires du plan d'action en matière de statistiques agricoles à l'horizon 2010.

En RCA

En marge de la mission de prise de contact effectuée en novembre 1999 auprès du Secrétariat exécutif de la CEMAC (cf. p. 6), le Directeur Général Adjoint et l'expert, spécialiste du secteur informel et de la pauvreté, ont, à la demande de la Division des statistiques et des études économiques du ministère de l'économie de la RCA, examiné un certain nombre de problèmes rencontrés par cette administration. Cette mission s'est particulièrement penchée sur le programme national de développement de la statistique en RCA, élaboré par cette division.

Activités internationales

☛ Relations avec les organisations sous-régionales d'intégration économique

Avec l'UEMOA ...

• Trois experts d'AFRISTAT, MM. Freeman Amegashie. (Informatique), Alain Brilleau (Prix), Paul-Henri Wirrankoski (Enquêtes) se sont rendus à Ouagadougou du 21 au 25 septembre 1999 pour participer à la première réunion du groupe de travail du Comité de suivi de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC). Les travaux ont essentiellement porté sur l'examen des corrections à apporter au logiciel CHAPO, sur l'élaboration du cahier des charges d'une nouvelle application, sur la définition de l'étude de l'influence des variations saisonnières sur l'IHPC, sur la définition de l'enquête complémentaire et sur la mise en place de l'IHPC en Guinée-Bissau.

• M. Lamine Diop, Directeur Général d'AFRISTAT, s'est rendu en visite de travail du 25 au 27 octobre 1999 à Ouagadougou auprès de la Commission de l'UEMOA. Avec M. Moussa Touré, Président de la Commission, il a discuté des relations entre les deux institutions et de la place de la statistique au sein de la Commission.

• Dans le cadre de l'harmonisation du cadre juridique, comptable et statistique des finances publiques des Etats membres de l'UEMOA, AFRISTAT a pris part à Ouagadougou, du 18 au 20 octobre 1999, à la 5ème réunion de concertation des experts en finances publiques. La participation à cette réunion de M. Eric Métreau, comptable national, procède du souci d'AFRISTAT de tenir compte des implications de ces travaux dans l'élaboration des comptes des administrations publiques à partir du Tableau des opérations financières de l'Etat.

... et avec la CEMAC

M. Martin Balépa, Directeur Général Adjoint, a conduit, du 10 au 12 novembre 1999 à Bangui, une mission de prise de contact auprès du Secrétariat exécutif de la CEMAC. Cette mission constituait la première visite d'un responsable d'AFRISTAT depuis la mise en place de la CEMAC. Au cours de son séjour, la mission a discuté avec M. Jean Nkuete, Secrétaire Exécutif, de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme statistique biennal de mise à niveau des instituts nationaux de statistique des Etats de la CEMAC conformément à la Déclaration de Malabo des Chefs d'Etats de la CEMAC de juin 1999.

☛ Séminaire sur l'économie et les finances locales de Cotonou

MM. Martin Balépa, Directeur Général Adjoint, Prosper Backiny, spécialiste du secteur informel et de la pauvreté, et Hubert Gbossa, comptable national, ont pris part, du 20 au 23 octobre 1999 à Cotonou, à un atelier sur l'économie et les finances locales organisé, avec l'appui du Club du Sahel, par l'Association de gestion du Programme de développement municipal. Les participants ont porté essentiellement leur attention sur la pertinence de l'approche ECOLOC (économie locale) qui ouvre de nouvelles perspectives pour l'évaluation des économies infra-nationales.

Un débat très nourri a été entretenu sur le cadrage de ces études (réalisées sur les régions de San Pedro en Côte d'Ivoire, Sikasso au Mali, Saint-Louis au Sénégal, etc.), les méthodes d'évaluation de certains agrégats et le contenu des concepts utilisés notamment "le produit local brut".

☛ Réunion sur les indices des prix de Genève

M. Alain Brilleau, expert en statistiques des prix a participé, du 3 au 5 novembre 1999 à Genève, à une réunion sur les indices des prix organisée par la Commission économique des Nations unies pour l'Europe et le Bureau international du travail. Ce type de réunion, qui a lieu tous les deux ans, avait pour principal objet de faire le point sur les innovations méthodologiques en matière d'indices des prix à la consommation.

☛ Atelier sur les comptes, indicateurs et statistiques de l'environnement d'Addis-Abeba

Suite à l'atelier, pour les pays anglophones, sur les statistiques de l'environnement organisé en 1997 par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, une rencontre du même type s'est tenue au mois de novembre 1999 à Addis-Abeba pour les pays francophones. L'objet de cet atelier était d'une part de former les formateurs pour la mise en œuvre du Cadre de développement des statistiques de l'environnement (CDSE) et du Système des comptes intégrés de l'économie et de l'environnement (SCEE) et d'autre part de définir les stratégies et priorités pour la mise en œuvre de systèmes cohérents de statistique de l'environnement. AFRISTAT, qui a pris part à cet atelier, était représenté par M. Eloi Ouedraogo, expert en statistiques agricoles.

☛ Réunion du groupe d'experts sur les nomenclatures à New York

Le groupe d'experts chargé du suivi des nomenclatures internationales, sous la supervision de la Division des statistiques des Nations unies, s'est réuni du 15 au 17 novembre à New York en session ordinaire pour évaluer l'évolution des travaux en cours. On rappelle que la création de ce groupe répond au souci de rechercher une flexibilité des nomenclatures internationales pour en garantir la meilleure adaptabilité aux besoins réels des utilisateurs et d'en assurer une mise à jour régulière. Cette session était élargie à quelques Etats et organisations régionales ; c'est dans ce cadre qu'AFRISTAT a été représenté à ces travaux par M. Hubert Gbossa, comptable national.

Cette réunion a souligné l'importance et la nécessité de poursuivre les travaux sur les nomenclatures d'activités, de produits, d'emplois, de professions, d'éducation et de santé. Les résultats des travaux en cours seront largement diffusés sur Internet.

Au cours des travaux, le représentant d'AFRISTAT a fait part des besoins et préoccupations des Etats membres de cette institution en matière de nomenclatures et, d'une manière générale, a posé l'important problème de la prise en compte des spécificités des pays en développement dans la mise au point des nomenclatures internationales.

☛ Journée africaine de la Statistique

AFRISTAT et les instituts nationaux de statistique des Etats membres ont célébré le 18 novembre 1999 la Journée africaine de la Statistique. Le thème de la Journée était : *Améliorer la coordination des activités et des programmes statistiques*. Cependant, certains instituts ont développé d'autres thèmes plus spécifiques à leurs pays respectifs.

☛ Séminaire de Paris sur le renforcement des capacités statistiques

M. Lamine Diop, Directeur Général, a représenté AFRISTAT au séminaire ONU / OCDE / Banque mondiale / FMI sur le renforcement des capacités statistiques qui s'est tenu à Paris, les 18 et 19 novembre 1999.

L'objectif principal du séminaire était de définir une initiative de la communauté internationale pour le renforcement des capacités statistiques nécessaires pour le suivi des politiques sociales, notamment des stratégies et politiques de lutte contre la pauvreté. Près d'une centaine de participants représentant des pays développés, en développement et en transition et plusieurs organisations internationales y ont participé. La principale décision prise a été le lancement de l'initiative PARIS 21 "*PARtnership In Statistics for development in the 21st Century*".

☛ Atelier de formation d'administrateurs de réseaux informatiques de Lomé

Du 18 au 27 novembre, M. Jean-Pierre Bachelart, expert informaticien à AFRISTAT, a participé à l'atelier de formation aux technologies de l'information organisé par l'AUPELF-UREF à Lomé (Togo). Cet atelier s'inscrit dans le cadre du programme TRANSFER-FFTI, mis en place depuis 1997 par l'Agence universitaire de la Francophonie. Cette formation de formateurs qui survient après celles organisées dans d'autres pays (Viêtnam, Madagascar, Haïti, Bénin, Liban, Maroc et Mauritanie) avait pour objet d'une part d'initier les stagiaires aux techniques d'implantation et d'utilisation du système Linux (version Debian ou version RedHat), et d'autre part de les former à l'installation et à la configuration d'un serveur de domaine Internet, d'un serveur de messagerie et d'un serveur de pages Web.

☛ Séminaire d'évaluation du module ERETES de Yaoundé

Un séminaire d'évaluation du module ERETES, financé conjointement par la Coopération française et AFRISTAT, s'est tenu du 24 au 26 novembre 1999 à Yaoundé. Il a regroupé des représentants du Cameroun, du Centrafrique, de la Côte d'Ivoire, du Mali et de la Mauritanie, utilisateurs actuels de ce module pour l'élaboration des comptes nationaux ainsi que du Gabon, utilisateur potentiel. Y étaient également représentés : la CEMAC, la BEAC, l'INSEE, le CESD-Communautaire, la Coopération française et AFRISTAT. M. Michel Séruzier, consultant indépendant concepteur du module, a participé aux travaux. AFRISTAT était représenté à ce séminaire par MM. Hubert Gbossa, Eric Métreau, comptables nationaux, et Pierre Couaillac, expert en statistiques d'entreprises.

Le point a été fait sur les implantations du module qui revêt de plus en plus une vocation mondiale. Des implantations sont en cours dans les pays du Maghreb, les Départements français d'Outre-Mer, au Ghana et au Botswana. Des implantations sont prévues dans certains Etats d'Amérique latine et à Madagascar. Le module est disponible en français et en anglais ; une version espagnole est en cours d'élaboration.

Le séminaire a passé en revue les fonctionnalités du module au regard des travaux réalisés sur les différents sites d'implantation et des dispositions seront prises pour apporter les améliorations souhaitées. Des outils périphériques développés autour du module comme compléments à des fonctions non encore intégrées au module ont été exposés. Des conseils ont été donnés sur la façon de conduire les travaux de mise en cohérence et d'analyse des données tant du point de vue structurel que des évolutions temporelles.

Le module qui n'était pas initialement conçu pour les comptes semi-définitifs et provisoires le sera moyennant quelques arrangements dans la façon de conduire les travaux. Enfin, les participants ont unanimement loué les performances du module ERETES pour l'élaboration des comptes nationaux.

☛ Troisième conférence africaine sur la population à Durban

AFRISTAT a été représenté par M. Prosper Backiny, spécialiste du secteur informel et de la pauvreté, à la troisième Conférence africaine sur la population qui s'est tenue du 6 au 10 décembre 1999 à Durban en Afrique du Sud. Au cours de ce forum, organisé par l'Union pour l'étude de la population africaine (UEPA), M. Backiny a présenté une communication sur le thème : "*La mesure de la pauvreté en Afrique francophone : bilan et propositions d'amélioration*".

Vos commentaires et observations sur *La lettre d'AFRISTAT* sont les bienvenus

●

e-mail :

afristat@malinet.ml

afristat@spider.toolnet.org

Echos des instituts nationaux de statistique

Niger

Le Comité nigérien de la statistique s'est réuni le 21 octobre 1999 pour examiner son projet de programme d'activités. Dans une prochaine étape, il engagera une campagne de sensibilisation auprès des partenaires au développement en vue de solliciter leur soutien. Le Comité a été installé officiellement le 18 novembre 1999 à l'occasion de la Journée africaine de la Statistique.

Côte d'Ivoire

L'Institut national de la statistique de Côte d'Ivoire a un nouveau Directeur Général : M. N'Zi N'Guessan. Nous lui présentons nos félicitations.

Guinée Equatoriale

Monsieur Fortunato OFA MBO a été nommé Ministre de la planification et du développement économique, autorité de tutelle de la Direction générale de la statistique. M. José ELA OYANA a été confirmé au poste de Directeur Général de la Statistique.

Mme Zouré Fadimata Maiga, Chef de cabinet du Ministre de l'économie, du plan et de l'intégration du Mali, entourée de Mme Sidibé Fatoumata Dicko, Président du Comité de direction, et de M. Lamine Diop, Directeur Général, à l'ouverture des travaux de la 5ème réunion du Comité de direction d'AFRISTAT le 11 octobre 1999 à Bamako.

Réunions, ateliers et séminaires

8ème Colloque de l'Association de comptabilité nationale
Paris, 19 - 21 janvier 2000

Séminaire de formation des comptables nationaux (Etats de l'Afrique centrale et Comores)
Libreville, janvier 2000

Atelier sur les comptes des sociétés
Addis-Abeba, 20-24 février 2000

Atelier sur l'élaboration du Programme statistique biennal des Etats de la CEMAC
Février 2000 dans une ville à préciser ultérieurement

Groupe de travail conjoint sur les nomenclatures
Bamako, 6-10 mars 2000

Atelier FAO/ENSEA sur les recensements agricoles
Abidjan, 27-31 mars 2000

Atelier FAO/AFRISTAT sur les méthodes de prévision des récoltes agricoles
Bamako, premier trimestre 2000

Vient de paraître ...

- *Les INS des Etats membres d'AFRISTAT en 1997*
- *La consommation et l'emploi dans les capitales des Etats membres de l'UEMOA*

La lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande

Directeur de publication : Lamine DIOP

Maquette et impression : IMPRIM COLOR Bamako
ISSN 1561-3739